

Le sénateur TAYLOR (*Westmorland*): Alors, j'ai raison de dire qu'une grande partie de ces travaux d'expansion résulte du fait que des cultivateurs, des hommes d'affaires, des banquiers et autres ont reconnu qu'il fallait faire quelque chose dans l'ensemble de leur région, sans quoi ils n'auraient peut-être pu survivre.

M. BOOTH: C'est vrai.

Le sénateur TAYLOR (*Westmorland*): Je désirais poser une question relativement à ce que M. Stutt déclare à la page 2 de son mémoire:

Cela a été fait par le gouvernement de l'État, de concert avec les administrations de comité, grâce à une législation appliquée simultanément. L'utilisation d'une grande partie de ces terres, à l'avenir, pour des forêts et des parcs a été envisagée selon un principe de non-conformisme. En vertu des règlements, la continuation des usages ordinaires déjà établis à l'égard des terres a été autorisée, mais l'établissement de certains usages spécifiques "non conformistes" était interdit, car on estimait qu'ils étaient de nature à nuire au public.

Et maintenant, je reviens à un fait que j'ai mentionné ici il y a quelque temps, à savoir que, à mon avis, quelques-unes des meilleures terres agricoles de la péninsule de Niagara sont affectées à la construction de projets industriels. Lorsque j'ai signalé ce fait, quelqu'un a dit que cette situation est inévitable et qu'on ne peut empêcher ces gens de s'y établir. C'est ce qui se passe dans les régions dont vous avez parlé, n'est-ce pas, monsieur Stutt?

M. STUTT: Sénateur Taylor, l'expérience du Wisconsin remonte à plusieurs années. Je crois que cet État a été le premier aux États-Unis à instituer des zones rurales; on y a établi le mécanisme nécessaire et on a procédé à classer les sols. Mais il y a plus que la classification des sols. Les universitaires ont établi des principes pour servir au classement des sols, afin qu'ils puissent être utilisés de la façon la plus avantageuse. Les terres qui n'étaient pas propices à l'agriculture ont été affectées, en vertu d'un principe de non-conformisme, à d'autres usages tels que l'industrie forestière, ou à des fins récréatives ou non agricoles et une personne qui à cette époque utilisait cette terre à des fins déjà établis était autorisée à continuer. Mais si la terre changeait de mains, elle ne pouvait servir à la culture, et elle devait être utilisée aux fins établies par le classement. Je crois que c'est un excellent principe qui pourrait être appliqué dans une plus large mesure.

Le sénateur TAYLOR (*Westmorland*): Je désire maintenant poser une autre question. Je crois qu'on a parlé d'une recommandation qui a été soumise à ce Comité à l'effet qu'on mette en pâturage un certain nombre de bestiaux à l'automne, et que le cultivateur s'occupe de ce travail, tout en acceptant un emploi à temps partiel dans une industrie. Certains de mes collègues ont peut-être vu à la télévision, hier soir, à 10 heures et demie, un programme traitant de ce sujet et où on en arrive aux mêmes conclusions. Que faut-il faire lorsque des fermes, d'étendue moyenne ou assez considérable, ne peuvent rapporter suffisamment pour assurer un niveau de vie convenable, et lorsqu'il n'existe dans la région aucune industrie qui puisse donner du travail à ces cultivateurs? Connaissez-vous une solution à ce problème?

M. SHIELDS: Nous avons discuté ce problème avec des employés de services de vulgarisation et d'autres chargés d'appliquer ce programme. Il est possible que le cultivateur qui sait bien gérer sa ferme puisse emprunter assez d'argent pour acheter la ferme de son voisin et ainsi établir une entreprise équilibrée. Il en dépend de l'habileté du cultivateur à convaincre les institutions de prêts qu'il est solvable et que son entreprise agricole est saine.

Le sénateur TAYLOR (*Westmorland*): Qu'allez-vous décider, dans le cas de cet individu qui se voit forcé de vendre sa ferme à un autre?